

LA PRIMAIRE DE LA DROITE ET DU CENTRE 2016

ARCTURUSGROUP



ÉCONOMIE



FISCALITÉ



EMPLOI



SANTÉ
SOCIAL



TRANSPORT, ÉNERGIES &
DÉVELOPPEMENT DURABLE



NUMÉRIQUE



AGRICULTURE



RECHERCHE &
ÉDUCATION



CULTURE



DÉFENSE & SÉCURITÉ



EUROPE
INTERNATIONAL



RÉFORME DE
L'ÉTAT



INSTITUTION



JEAN-FRANÇOIS COPÉ

Passer aux 39h avec un ajustement financier
Diminuer de 1 milliard d'€ les cotisations patronales et de 4 milliards d'€ les charges salariales
Supprimer les seuils sociaux
Encourager fiscalement les liens entre le start-up et les grands groupes

Supprimer le CICE
Augmenter la TVA à 23%
Baisser l'impôt sur les sociétés
Diminuer de 5 milliards d'€ les impôts sur le revenu
Supprimer l'impôt sur la fortune

Simplifier le code du travail
Réduire les allocations chômage
Faciliter le travail non salarié
Supprimer les régimes sociaux spécifiques
Généraliser le référendum d'entreprise sans passer au préalable par un accord syndical

Donner aux hôpitaux publics davantage d'autonomie
Plafonner les minima sociaux à 75% du SMIC
Rétablir l'universalité des allocations familiales
Supprimer le tiers-payant généralisé
Augmenter l'âge de la retraite à 65 ans à partir de 2018 et unifier les régimes de retraite

Investir dans les réseaux de transport
Mettre en oeuvre un plan « France sans Pétrole »
Renoncer aux fermetures des centrales et prolonger leur activité
Accélérer le développement d'un mix énergétique favorisant les énergies renouvelables
Favoriser l'exploitation du gaz de schiste sous condition
Procéder à une refonte du Code de l'environnement

Relever les plafonds des plateformes de financement participatif
Résorber la fracture numérique d'une région à l'autre
Développer le Big Data appliqué à la santé
Créer un géant numérique national ou européen

Réformer la PAC
Réduire les normes et les contrôles
Créer une Agence nationale pour le renouveau de l'Agriculture
Conquérir les débouchés extérieurs
Mettre en avant la qualité française
Réduire les marges des intermédiaires

Lutter contre l'illettrisme
Favoriser l'autonomie dans les collèges et les lycées
Accroître l'autonomie des enseignants
Organiser un acte II de l'autonomie des universités

Rendre la culture accessible à tous
Réformer le régime des intermittents du spectacle et des intérimaires

Créer un plan Marshall pour la sécurité
Recruter 50 000 policiers, gendarmes, magistrats ou gardiens de prison
Mettre en place un service national obligatoire de trois mois
Porter le budget de la défense à 2% du PIB d'ici 2027
Conservier la dissuasion nucléaire

Mettre un terme à la politique d'élargissement de l'UE
Transformer le Mécanisme européen de stabilité en un véritable Fonds monétaire européen
Repenser Schengen

Ramener les dépenses publiques à 50% du PIB en 2025
Fusionner les régions et les départements
Baisser le nombre de fonctionnaires
Retour aux 39h dans la fonction publique avec une contrepartie financière
Abroger les statuts de la fonction publique remplacés par des accords de branches

Prendre 15 ordonnances pour débloquer le pays
Rétablir le cumul des mandats

Publier l'avis du Conseil d'Etat sur chaque texte législatif
Rendre obligatoire une étude d'impact pour toute décision publique
Maintenir la loi sur le non-cumul des mandats
Recourir au référendum
Pérenniser le principe des primaires pour les élections présidentielles



FRANÇOIS FILLON

Augmenter le temps de travail à 39h
Relever les seuils sociaux de 10 à 50 et de 50 à 100 salariés
Baisser de 50 milliards d'€ les charges et les impôts sur les entreprises
Réorienter l'épargne vers l'investissement

Baisser progressivement l'impôt sur les sociétés à 25%
Supprimer l'impôt sur la fortune
Supprimer les droits de mutation à titre onéreux
Engager progressivement un abaissement de l'impôt sur le revenu
Augmenter la TVA à 22%

Développer le travail indépendant
Refondre le code du travail
Introduire le motif de réorganisation de l'entreprise dans les procédures de licenciement collectif
Supprimer les charges sociales sur l'apprentissage
Imposer aux délégués syndicaux une activité à temps partiel, au moins à mi-temps

Créer une allocation sociale unique
Mettre fin à la mise sous condition de ressources des allocations familiales
Reporter l'âge légal à la retraite à 65 ans
Harmoniser les régimes privés, publics et spéciaux de retraites
Supprimer le compte pénibilité

Inciter au développement des véhicules, voitures ou bus à énergie propre
Augmenter le prix de la tonne de CO2 à 30€
Prolonger l'exploitation des centrales nucléaires existantes de 40 à 60 ans
Fixer un objectif proche de 0% d'électricité d'origine fossile
Autoriser l'auto-consommation de l'énergie produite de manière autonome

Donner la priorité à numérique dans les investissements d'avenir
Encourager l'open-data entre établissements, collectivités territoriales et Etat
Renforcer les mesures de cybersécurité
Mettre en oeuvre un plan de généralisation du Très-Haut-Débit
Mettre en place un agenda européen pour l'équité de traitement fiscal entre les entreprises américaines et européennes

Simplifier le droit des entreprises agricoles
Soutenir les circuits directs de vente du producteur au consommateur
Réformer et fonder une PAC 2020
Relancer des programmes de recherche et d'innovation pour l'agriculture de demain
Soutenir politiquement la conquête de marchés pour la viticulture dans les pays tiers

Supprimer le principe de préservation de la Constitution
Laisser les établissements choisir leurs enseignants-chercheurs
Systématiser l'évaluation par les pairs en l'associant à un dispositif incitatif de progression dans la carrière
Augmenter le financement de l'enseignement supérieur
Donner aux chercheurs la possibilité de passer des contrats de travail

Développer l'offre artistique dans tous les établissements scolaires
Consacrer 2 milliards d'€ sur 5 ans pour restaurer les monuments et objets d'art
Réfléchir à l'impact de la révolution numérique sur les usages et le service public
Préserver la rémunération de la création à travers le système Hadopi
Diversifier les modes de financement

Porter le budget de la défense à 2% du PIB d'ici 2025
Maintenir la force de dissuasion nucléaire et préparer sa modernisation
Stabiliser les effectifs des armées et en particulier de la force opérationnelle terrestre
Créer une cinquième armée chargée de la Défense dans l'espace numérique
Augmenter la réserve opérationnelle

Relancer l'Europe sur la sécurité des citoyens, la souveraineté économique et financière et la défense autonome
Refuser de signer le traité transatlantique en l'état
Exiger la réciprocité concernant l'ouverture des marchés publics en Chine et aux Etats-Unis
Revoir le rôle de la Commission européenne et ses priorités

Ramener le nombre d'échelons des collectivités territoriales de 4 à 2
Réviser le partage actuel des compétences entre l'Etat et les collectivités
100 milliards d'€ d'économies en 5 ans sur les dépenses publiques
Réintroduire le jour de carence dans la fonction publique

Maintenir la loi sur le non-cumul des mandats
Recourir au référendum
Pérenniser le principe des primaires pour les élections présidentielles

Publier l'avis du Conseil d'Etat sur chaque texte législatif
Rendre obligatoire une étude d'impact pour toute décision publique
Maintenir la loi sur le non-cumul des mandats
Recourir au référendum
Pérenniser le principe des primaires pour les élections présidentielles



ALAIN JUPPÉ

Sortir des 35h et laisser les entreprises définir la durée de travail avec les salariés
Veiller à équilibrer les conditions de concurrence entre les acteurs établis et les nouveaux entrants
Neutraliser les seuils sociaux pendant 5 ans

Stabiliser la fiscalité sur 5 ans via une loi de programmation fiscale
Abaisser progressivement le taux d'impôt sur les sociétés
Baisser les impôts de 28 milliards d'€ pour les ménages et les entreprises
Développer l'actionnariat salarié
Supprimer l'impôt sur la fortune
Maintenir le Crédit Impôt Recherche et garantir son fonctionnement

Inciter les entreprises à embaucher en diminuant le coût du travail peu qualifié
Faciliter l'embauche par les entreprises en leur donnant de la visibilité
Rendre dégressifs les revenus de l'assurance chômage
Réduire le coût et la complexité de l'apprentissage pour les entreprises
Préconiser aux élus syndicaux de consacrer au moins 50% de leur activité à leur métier

Renouveler l'organisation des soins
Garantir aux médecins libéraux la liberté de choix du médecin par le malade
Donner plus d'autonomie budgétaire aux hôpitaux
Etre plus exigeant sur les critères médicaux des remboursements
Augmenter de 10% en 5 ans les sommes consacrées à la prévention et à l'éducation en santé

Réaffirmer l'importance de l'énergie nucléaire
Améliorer l'efficacité énergétique en réduisant les énergies fossiles
Accélérer le développement de la rénovation énergétique
Accélérer le développement des énergies renouvelables

Mettre la priorité du prochain programme d'investissements d'avenir sur le numérique
Introduire des cours de programmation à l'école
Faire de la France une nation des start-up
Soutenir l'innovation numérique sous toutes ses formes
Réduire la fracture numérique sur le territoire

Réformer la PAC
Sécuriser les relations entre les acteurs des filières
Alléger les charges sociales, fiscales et réglementaires des entreprises agricoles et agroalimentaires
Repenser le statut des exploitants agricoles

Développer le financement privé des universités
Renforcer l'autonomie des universités sur le plan des ressources humaines
Adapter les places aux bacheliers technologiques et professionnels dans les BTS et DUT

Développer les équipements des établissements scolaires pour l'éducation artistique et culturelle
Développer le numérique culturel
Faire contribuer les acteurs transnationaux de l'Internet au financement de la production culturelle
Défendre le droit des auteurs et des créateurs
Promouvoir la langue française

Créer 10 000 postes supplémentaires de policiers et de gendarmes sur le terrain en 5 ans
Porter le budget de la défense à 2% du PIB d'ici 2025
Augmenter la réserve opérationnelle
Recréer un réseau du renseignement territorial de proximité
Généraliser l'utilisation des nouvelles technologies pour lutter contre le terrorisme

Convaincre l'UE de conduire une politique commerciale offensive
Consolider l'euro en organisant la convergence notamment fiscale entre les économies
Reconstruire un dialogue stratégique avec les Etats-Unis
Conduire avec la Russie une relation exigeante pour la paix et la sécurité
Densifier les partenariats avec les grands pays émergents

Ramener les dépenses publiques à 50% du PIB en 2022
Effectuer de nouveaux recrutements sous statut privé
Abandonner certaines missions de l'Etat
Diminuer le nombre de fonctionnaires (hormis éducation, police, justice, défense)
Appliquer réellement les 35h aux fonctionnaires

Réduire par deux le nombre de parlementaires
Repenser la démocratie à l'ère du numérique et favoriser la participation des citoyens

Réduire le nombre de députés à 200 et de sénateurs à 400
Supprimer le poste de Premier ministre
Elire les sénateurs à la proportionnelle intégrale dans des circonscriptions régionales
Développer la démocratie participative via une chambre virtuelle de citoyens



NATHALIE
KOSCIUSKO-MORIZET

Renoncer à une durée légale du travail et réformer les seuils sociaux
Baisser les prélèvements des entreprises
Baisser les cotisations patronales sur tous les salaires

Ramener le taux d'impôt sur les sociétés à 25%
Transformer l'impôt sur la fortune en obligations d'investissement en entreprise
Remplacer l'impôt sur le revenu par un impôt proportionnel individualisé
Affecter 5% de son impôt chaque année au ministère de son choix

Simplifier le statut de travailleur indépendant
Faciliter le télétravail
Réduire l'allocation chômage et sa durée
Conservier dans le code du travail les dispositions d'ordre public et recourir plus largement à la négociation
Instaurer une durée maximale du mandat syndical et supprimer les délégués syndicaux dans les entreprises de moins de 500 salariés

Réduire la capacité d'accueil des hôpitaux et développer l'ambulatoire
Mettre en place un régime unique de santé
Garantir à chaque famille un accompagnement de la dépendance
Abroger le tiers payant généralisé et retourner au tiers payant social
Porter l'âge légal de la retraite à 65 ans et créer un régime de retraites par points

Développer l'autoproduction d'énergie
Faire de la qualité de l'air une grande cause nationale
Réduire le nucléaire et augmenter les énergies renouvelables

Développer l'accès au numérique
Accompagner la transition numérique dans le monde du travail
Protéger les citoyens vis-à-vis des données numériques
Faire de l'open-data une priorité

Soutenir l'agriculture française en développant les circuits courts par l'étiquetage et l'instauration de bons alimentaires
Soutenir l'agriculture par les prix, pas par les aides

Conservier le principe de préservation
Favoriser l'autonomie des établissements scolaires
Augmenter le nombre d'heures d'apprentissage du français
Augmenter les droits de scolarité de l'université
Modifier la réforme des rythmes scolaires en permettant de regrouper les activités périscolaires sur un après-midi

Désinstitutionnaliser la culture et la rendre plus accessible
Faire de la culture un moteur de la reconquête des territoires

Créer un service national court obligatoire pour tous
Porter le budget de la défense à 2% du PIB d'ici 2025
Transformer les polices municipales en polices intercommunales
Investir dans l'équipement des forces de sécurité publique
Créer une peine de perpétuité réelle pour les faits de terrorisme

Créer une agence européenne du renseignement et un parquet européen
Elire le Parlement Européen à partir de listes partisanes européennes
Refonder Schengen
Sortir les dépenses militaires des critères de Maastricht

Réduire les dépenses publiques de 100 milliards d'€
Créer un droit à l'information sur les décisions publiques et les rendre accessibles en ligne
Supprimer le statut de fonctionnaire aux agents des collectivités territoriales et dans la fonction publique d'Etat, sauf pour les fonctions régaliennes
Faire du département le porteur exclusif des politiques sociales

Remplacer le Conseil Économique, Social et Environnemental par une chambre des citoyens
Réduire le nombre de sénateurs à 200 et de députés à 400
Supprimer le poste de Premier ministre
Elire les sénateurs à la proportionnelle intégrale dans des circonscriptions régionales
Développer la démocratie participative via une chambre virtuelle de citoyens

Remplacer le Conseil Économique, Social et Environnemental par une chambre des citoyens
Réduire le nombre de sénateurs à 200 et de députés à 400
Supprimer le poste de Premier ministre
Elire les sénateurs à la proportionnelle intégrale dans des circonscriptions régionales
Développer la démocratie participative via une chambre virtuelle de citoyens



BRUNO LE MAIRE

Laisser le choix à l'entreprise d'imposer la durée du travail par accord d'entreprise
Innovier dans les modalités de financement aux entreprises
Faire respecter les délais de paiement
Accompagner les PME/ETI à l'étranger
Simplifier l'embauche dans les TPE par un e-contrat

Consacrer un principe constitutionnel de stabilité fiscale
Alléger la fiscalité des revenus du capital
Baisser la taxation sur les plus-values et les dividendes
Supprimer l'impôt sur la fortune
Diminuer l'impôt sur les sociétés et la CSG
Transformer le CICE en baisse de charges

Privatiser Pôle Emploi
Créer un CDD à vie
Créer les emplois-rebonds dont la rémunération sous le SMIC compléterait le RSA
Abaisser le coût horaire pour encourager les employeurs à embaucher
Réformer les prud'hommes
Supprimer le monopole syndical

Généraliser la distribution de services de soins via la télémédecine
Créer une allocation sociale unique plafonnée à 60% du SMIC
Appliquer l'universalité des allocations familiales
Augmenter l'âge de la retraite à 65 ans jusqu'en 2024 par palier de 5 mois
Mettre fin aux régimes spéciaux de retraite

Encourager le développement des véhicules électriques
Exiger d'EDF un plan d'action sur l'évolution du parc nucléaire
Mener des réformes de simplification pour le développement des énergies renouvelables
Doter la France d'une stratégie économique maritime
Réformer la politique de l'eau

Faire de la France une « smart-Nation »
Façonner un cadre européen pour le développement des start-up
Moderniser la politique de protection des données et le rôle de la CNIL
Diffuser le haut-débit sur l'ensemble du territoire
Renforcer l'ouverture et la transparence des données publiques pour plus d'efficacité

Lancer un plan européen en faveur de l'élevage
Réformer la PAC
Favoriser le regroupement des producteurs
Développer l'agriculture numérique
Développer les méthaneiseurs agricoles

Renforcer la politique spatiale européenne
Créer un collège diversifié au lieu du collège unique
Favoriser l'autonomie des universités
Améliorer la gestion de carrière des professeurs et enseignants
Favoriser l'accès aux écoles des Français de l'étranger

Mettre en place un plan patrimoine
Elaborer un plan pour l'éducation artistique et culturelle
Créer l'Institut de l'Histoire et de la Mémoire de la France
Soutenir l'industrie musicale française
Favoriser le marché de l'art français au niveau mondial

Porter le budget de la défense à 2,6% du PIB d'ici 2027
Définir une nouvelle politique de sécurité et de défense commune renforcée au niveau européen
Créer un service militaire pour l'emploi

Mettre en place une structure de dialogue franco-allemande permanente sur les sujets clés
Redéfinir un projet européen soumis à référendum Aller vers une convergence économique et sociale européenne
Mettre un terme à l'élargissement de l'UE
Redonner une logique économique aux règles de concurrence

Développer l'administration digitale
Réduire les dépenses publiques des collectivités
Fusionner les assemblées régionales et départementales
Recourir plus largement à des contractuels dans les carrières publiques
Supprimer l'ENA

Réduire le nombre de parlementaires et d'élus locaux
Limiter le cumul des mandats dans les temps
Introduire l'amendement citoyen
Supprimer le Conseil Économique, Social et Environnemental
Appliquer plus rapidement les lois et renforcer les études d'impact

Réduire le nombre de députés à 200 et de sénateurs à 400
Supprimer le poste de Premier ministre
Elire les sénateurs à la proportionnelle intégrale dans des circonscriptions régionales
Développer la démocratie participative via une chambre virtuelle de citoyens



JEAN-FRÉDÉRIC POISSON

Calquer la réglementation applicable aux entreprises sur les normes européennes
Simplifier les procédures administratives
Concevoir avec les banques un vaste plan de soutien à l'économie réelle

Instaurer l'universalité de l'impôt pour les foyers fiscaux
Inscrire dans la Constitution l'interdiction de présenter un budget en déficit
Abaisser la fiscalité sur les entreprises
Simplifier le rapport entre les allègements de charges et le niveau des taux de cotisations sociales

Réformer le code du travail

Encourager l'exercice libéral de la médecine
Appliquer l'universalité des allocations familiales
Instaurer un Revenu Universel
Réformer la politique familiale
Placer le ministère de la Famille sous l'autorité du Premier ministre

Développer l'installation de bornes de chargement pour véhicules électriques et l'accès aux carburants non polluants
Maintenir à 75% la part du nucléaire dans la production électrique
Atteindre plus de 20% d'énergies renouvelables dans le mix énergétique d'ici 2025
Favoriser l'exploitation du gaz de schiste

Exonérer de charges sociales et fiscales les revenus tirés d'une activité numérique personnelle
Créer un statut simplifié de micro-entreprise numérique

Créer un plan Marshall de la ruralité
Développer les méthaneiseurs agricoles
Remettre la tutelle de la pêche au ministère de l'Agriculture
Créer un ministère de l'Agriculture pilote des politiques environnementales, en lieu et place du ministère de l'Ecologie

Appliquer aux exploitations agricoles les mesures économiques prévues pour les entreprises

Rendre obligatoire la maîtrise écrite et orale de la langue française
Réformer l'enseignement et la pédagogie de l'Histoire de France
Rendre autonomes les établissements d'enseignement
Faciliter l'installation des écoles hors contrat

Supprimer les lois mémorielles
Promouvoir la langue française à l'étranger
Supprimer le ministère de la Culture et de la Communication

Porter le budget de la défense à 2,6% du PIB d'ici 2025
Augmenter les effectifs de l'armée
Rétablir le service national et universel
Quitter le commandement intégré de l'OTAN
Instituer la majorité pénale à 16 ans

Dénoncer les accords de Schengen
Mettre fin à l'indépendance de la BCE
Négocier au niveau européen un traité de coopération avec la Russie
Créer un plan Marshall pour l'Afrique
Rompre les relations avec les pays soutenant le terrorisme

Encourager la coopération entre les opérateurs publics et les entreprises privées
Généraliser le contrat de travail de droit privé aux administrations non régaliennes
Renforcer les effectifs des fonctions publiques régaliennes et de la santé publique

Instaurer le septennat unique et non renouvelable pour le mandat présidentiel
Réactiver la réforme du conseiller territorial
Créer un référendum d'initiative populaire



NICOLAS SARKOZY

Baisser les charges patronales et salariales
Défisicaliser les heures supplémentaires
Étendre le service minimum à tous les secteurs essentiels
Engager un programme de privatisations et de cessions des participations de l'Etat
Laisser aux entreprises la possibilité de sortir des 35h

Abaisser à 30% le taux de l'impôt sur les sociétés
Modifier le RSJ en promouvant un régime unique
Renforcer le CICE
Baisser de 10% l'impôt sur le revenu de toutes les tranches dès juillet 2017
Supprimer l'impôt sur la fortune
Supprimer les droits de succession jusqu'à 400 000€ par enfant

Réduire l'allocation chômage au bout de 12 mois
Simplifier les règles du contrat à temps partiel
Refondre le code du travail
Autoriser le travail du dimanche sous condition d'un accord d'entreprise
Supprimer le monopole des organisations syndicales et généraliser le référendum d'entreprise

Créer une allocation unique d'activité
Reporter l'âge légal de départ à la retraite à 63 ans dès 2020 et à 64 ans dès 2025
Supprimer les régimes spéciaux de retraite
Abaisser à 73% le taux moyen de déduction de la Sécurité sociale
Supprimer le compte pénibilité

Développer l'installation de bornes de chargement pour véhicules électriques et l'accès aux carburants non polluants
Maintenir à 75% la part du nucléaire dans la production électrique
Atteindre plus de 20% d'énergies renouvelables dans le mix énergétique d'ici 2025
Favoriser l'exploitation du gaz de schiste

Exonérer de charges sociales et fiscales les revenus tirés d'une activité numérique personnelle
Créer un statut simplifié de micro-entreprise numérique

Créer un plan Marshall de la ruralité
Développer les méthaneiseurs agricoles
Remettre la tutelle de la pêche au ministère de l'Agriculture
Créer un ministère de l'Agriculture pilote des politiques environnementales, en lieu et place du ministère de l'Ecologie

Organiser un acte II de l'autonomie des universités
Mettre en place gratuitement des études surveillées pour les enfants scolarisés
Augmenter le temps de travail des enseignants de 25%
Regrouper les classes primaires au niveau intercommunal

Numériser le patrimoine français
Faire contribuer les acteurs numériques au financement de la production de contenus culturels
Réhabiliter l'Hadopi et son pouvoir de sanction
Créer un centre national de la musique
Privatiser France Télévisions

Créer un grand ministère de la Sécurité intérieure
Porter le budget de la défense à 1,85% du PIB en 2018
Rendre obligatoire le Service Militaire Adapté pour les jeunes en décrochage scolaire
Créer une Cour de sûreté antiterroriste
Interner préventivement les fichés S les plus dangereux

Instaurer une politique de défense commune
Créer un « Schengen 2 »
Refondre la pratique des actes délégués
Refuser l'adhésion de la Turquie à l'UE
Créer un gouvernement économique de la zone euro

Organiser un référendum sur la fusion des conseils régionaux et départementaux
Revenir à un niveau de dépenses publiques équivalent à 50% du PIB
Mettre fin au statut des fonctionnaires à vie
Réduire le nombre de congés et de RTT dans la fonction publique et y rétablir le jour de carence
Passer la durée du travail pour les fonctionnaires à 37h payées 37h

Réduire le nombre de députés à 200 et de sénateurs à 400
Supprimer le Conseil Économique, Social et Environnemental
Limiter la procédure législative à une seule lecture par chambre
Rétablir le cumul des mandats

Réduire le nombre de députés à 200 et de sénateurs à 400
Supprimer le Conseil Économique, Social et Environnemental
Limiter la procédure législative à une seule lecture par chambre
Rétablir le cumul des mandats